



## Déclaration pour le CHSCTREA NORMANDIE du 5 octobre 2020 au LPA du Neubourg.

Cette rentrée n'est pas une rentrée comme les autres. Non, cette rentrée n'est pas « presque normale » pour répéter les éléments de langage qui nous ont été servis à la rentrée.

La pandémie du COVID 19 est toujours à l'œuvre, les contaminations repartent à la hausse.

Malgré cela, le gouvernement continue à renvoyer la gestion sanitaire et pédagogique aux établissements. **Cela constitue une source d'inquiétude pour les personnels qui se sentent livrés à eux-mêmes et aucunement épaulés par leur hiérarchie.** Au-delà de l'angoisse que génère cette situation, le manque de visibilité sur ce qui pourrait arriver dans les prochaines semaines est préjudiciable à l'ensemble du système éducatif et à la santé des agents.

Depuis le mois de juin, la FSU a pourtant alerté sur la nécessité de faire un bilan des périodes de confinement et de dé-confinement afin de préparer au mieux la rentrée dans un contexte de retour en force de la pandémie. Car ce sont bien les personnels qui ont tenu les établissements à bout de bras durant cette période et non les annonces contradictoires du gouvernement. Par pudeur, nous n'évoquerons pas les différents ministres de l'agriculture qui se succèdent à un rythme effréné et qui ont tous en commun une absence de vision pour l'EAP et de l'agriculture en général.

**Ce management technocratique et bureaucratique descendant est devenu insupportable. Pourtant, force est de constater que rien n'a été anticipé et qu'aucune adaptation pédagogique n'a été pensée en cas de deuxième vague.**

Il semble que personne n'ait pris la mesure de la gravité de la situation. De nombreux jeunes ont déjà été fortement pénalisés par le confinement qui a été un accélérateur des inégalités scolaires. L'enseignement à distance mis en place dans l'urgence sans moyens suffisants n'a pas permis une réelle continuité pédagogique et a pénalisé les élèves les plus fragiles.

Aucun moyen significatif n'a été mis en œuvre par le ministère pour prendre en compte cette urgence. **Au contraire, puisque cette rentrée est toujours sous le signe de CAP22 qui se targue de vouloir moderniser l'action publique, mais qui n'est que l'énième déclinaison d'une politique d'austérité budgétaire, dont on voit bien les conséquences mortelles dans le domaine de la santé.**

**Mais de qui se moque-t-on avec ces éléments de langage?**

L'impréparation de cette rentrée va mettre l'ensemble des personnels face à des difficultés graves, voire insolubles et faire augmenter les RPS ; elle portera préjudice aussi à l'ensemble des élèves.

Dans ce contexte incertain et difficile, l'EAP a besoin d'équipes pluriprofessionnelles complètes et renforcées avec des moyens de fonctionnement adéquats pour pouvoir travailler aussi sereinement que possible.

Le SNETAP vous demande de tout mettre en œuvre pour permettre la poursuite des apprentissages de tous les jeunes scolarisés. Pour cela, il nous semble important de prévoir en urgence des recrutements supplémentaires ne serait-ce que pour permettre de multiplier les groupes à effectifs réduits ou pour pouvoir mettre en œuvre un enseignement à distance pour les élèves qui seraient obligés de rester à la maison.

Dans le contexte sanitaire particulier que nous vivons, il faut enfin repenser les priorités pédagogiques et éducatives. Il faut aussi rassurer les personnels en donnant des consignes claires sur ce qu'ils doivent faire en cas de fermeture d'école ou d'établissement.

Si l'enseignement à distance doit être mis en place, l'ensemble des élèves et des personnels doivent être équipés par leur employeur en matériel informatique (par exemple sous forme de prime), les enseignant.es doivent être formé.es et accompagné.es tout en gardant leur liberté pédagogique.

Les personnels ne peuvent faire semblant de faire comme si tout allait bien et ils ne pourront pas non plus accepter une surcharge de travail comme lors du confinement.

Nous demandons de donner du temps aux équipes pour envisager les différents scénarios qui pourraient se mettre en place en cas de mise en place temporaire d'un enseignement à distance ou d'une école hybride à effectifs réduits, en fonction de la vigueur de l'épidémie. Cela doit être la priorité afin d'éviter au maximum que cette pandémie n'ait une fois de plus de graves conséquences sur la réussite des jeunes que nous scolarisons.

Enfin, comment traiter en 3 heures, l'ensemble des problèmes et questions liés à la pandémie actuelle ? Le SNETAP avait rappelé lors de la fusion des instances régionales que celle-ci apporterait inmanquablement un appauvrissement des débats faute de temps. Aujourd'hui, nous constatons que les problèmes désormais à l'échelle de la NORMANDIE ne seront qu'effleurés dans un domaine où au contraire, il faut prendre le temps de la réflexion et de l'écoute.